

La qualité révolutionnaire de notre régime exige que le peuple, ses intérêts, ses aspirations, et ses droits politiques soient l'ensemble de ses activités.

A. Sékou Touré

Rédaction - Administration
Publicité
Adresse Télégraphique: Aguipres
B. P. 191 - TEL. 33-66 CONAKRY

TRAVAIL - JUSTICE - SOLIDARITE
ORGANE QUOTIDIEN DU PARTI DEMOCRATIQUE
DE GUINEE

EDITE PAR LA REGIE NATIONALE DE L'AGENCE GUINEENNE DE PRESSE

Page 3
Monographie de nos Régions.
Page 4
La politique, l'économie et la Révolution.
Le Congrès de l'U.S.P.A.
Débat sur l'Alphabétisation.

Activités de la semaine à Labé importante contribution de la Bulgarie pour le succès de la campagne nationale d'alphabétisation
(de notre correspondant Dia Abdourahamane)

En raison de la période des grandes cultures et pour une réelle intensification de la production dans tous les domaines, le Bureau fédéral de Labé a pris des dispositions utiles pour enrayer définitivement le parasitisme et le chômage sur la place du marché.

Depuis quelque temps en effet la ville de Labé voit arriver des promeneurs sans but, de petits marchands ambulants, des apprentis chauffeurs sans patron ni véhicules, de petits tailleurs sans clientèle, des employés qui sont jamais au travail, et des femmes qui abandonnent leur foyer.

Pour mettre fin à ces péripéties et dans l'application des décisions économiques de la Conférence régionale tenue à Labé le 25 avril 1964, le Bureau fédéral a invité tous ces chômeurs à se mettre au travail, chacun dans son village. Il a demandé à tous les militants et à toutes les militantes de s'engager dans la voie du travail, dans la voie du respect de la personne humaine.

Fonctionnaires, transporteurs, amérangers, dioulas, ouvriers et autres sont tous invités à former des coopératives agricoles pour manifester leur adhésion intime aux principes de notre Parti.

Cet appel lancé par le Bureau fédéral a été entendu par tous car depuis le 1er juin on rencontre plus de parasites, de porte-faix déambulant à travers la ville.

Dans le cadre de la campagne d'alphabétisation le Bureau fédéral a élaboré un programme de

travail et formé une commission pédagogique présidée par l'inspecteur de l'Enseignement primaire. Elle comprend en outre, les directeurs du secteur de Labé et la commission technique au sein du Bureau de la section syndicale des travailleurs de l'Education. Pour veiller au bon fonctionnement des cours, MM. Barry Samba Safé et Diallo

(Suite page 2)

Au cours d'une brève cérémonie qui s'est déroulée hier matin au siège du Haut Commissariat à la Jeunesse, S. E. Tentcho Metchkov, ambassadeur de la République Populaire de Bulgarie a remis à M. Diallo Mouctar, haut commissaire, 20.000 cahiers et 21.500 crayons, contribution de son gouvernement pour la campagne nationale d'alphabétisation.

Dans le discours qu'il a prononcé à cette occasion, l'ambassadeur a dit que « ce don modeste n'est qu'une expression des sentiments d'amitié et de sympathie que le peuple bulgare et son gouvernement nourrissent envers le peuple guinéen et son gouvernement ». Il a poursuivi :

« Le Parti Démocratique de Guinée, avec S.E. Monsieur le Président Ahmed Sékou Touré en tête, a posé dès les premiers jours de la libération du pays de la domination coloniale, la question de l'élargissement de l'éducation nationale, de la liquidation de l'alphabétisme et de la restauration et du développement de la culture nationale et africaine.

« Le peuple bulgare, qui a vécu 500 ans sous le joug ottoman, comprend facilement vos efforts parce qu'il a lui-même éprouvé sur son propre dos combien il était nuisible de tenir un peuple en état d'ignorance et d'obscurantisme.

L'ambassadeur de la République Populaire de Bulgarie a ajouté : votre gouvernement, votre Parti ont montré une grande clairvoyance politique en se rendant compte que les efforts pour l'affermissement de la conscience nationale, pour l'extension des idées révolutionnaires, pour les transformations progressistes et pro-

fondes dans le domaine social, économique et culturel et pour leur réalisation.

« Les efforts pour l'accomplissement de la révolution culturelle pour un plus grand affermissement du sentiment de dignité, de personnalité et de l'égalité de chaque individu.

« Ainsi que les efforts pour l'établissement des contacts avec les autres peuples et pour l'utilisation des richesses de la culture et du progrès universels, n'aboutiront à un résultat positif que s'ils sont fournis, déployés par des citoyens instruits, par un peuple cultivé.

« Dans cet ordre d'idées, nous admirons et nous apprécions les efforts du peuple guinéen et de son gouvernement pour accroître de plus en plus le nombre des écoles, des foyers de culture, pour utiliser de plus en plus les riches trésors de sa culture nationale et africaine et pour les multiplier.

« Nous souhaitons à vous tous, le meilleur succès dans votre lutte contre l'analphabétisme, une des pires conséquences de la domination coloniale et surtout dans votre noble activité pour la formation et l'éducation de la jeunesse révolutionnaire guinéenne.

(Suite page 2)

Le sang coule en Arabie du Sud

Le colonialisme répond présent à l'irrésistible appel du pétrole en Arabie

L'Arabie du Sud, discute actuellement avec la Grande-Bretagne des conditions de son accession à l'autonomie. Les délégués, à Londres, tentent aussi d'élaborer une constitution pour leur pays. Il n'est point trop tôt : c'est le seul pays de la péninsule arabe encore sous domination étrangère.

En effet, on se souvient, qu'après l'évacuation du canal de Suez, l'Angleterre dut partir de sa base militaire de Habbaniya, en Irak.

Il y a quelques mois, le royaume de Libye a réclamé le départ des troupes étrangères de son territoire. Les bases militaires ne se trouvent maintenant (jusqu'à quand ?), que dans les îles côtières de Kuria-Muria, Kamaran et Périn.

Depuis la victoire de la révolution yéménite en 1962, il ne se passe guère de semaine où des nouvelles d'accrochage et de raids ne nous parviennent de cette partie du monde.

Malgré la ruse qui a présidé à la création de la Fédération d'Arabie du Sud en y rattachant Aden, le colonialisme est harcelé.

Le 20 mars 1964, le premier ministre Sir Alec Douglas Home déclarait que pour son pays le colonialisme est mort » comme pour contrecarrer la commission des « 24 » qui devait le 25 mars se saisir de la question du protectorat britannique d'Aden. Cette commission ne pouvait arriver logiquement à une conclusion autre que celle qui a

(Suite page 3)

A Genève

La conférence du désarmement a repris ses travaux mardi

Après six semaines d'interruption, la conférence sur le désarmement a repris mardi ses travaux à Genève. Les pays représentés à cette conférence sont la Grande-Bretagne, les Etats-Unis, le Canada, l'Italie, l'U.R.S.S., la Tchécoslovaquie, la Bulgarie, la Pologne, la Roumanie et les pays non-alignés : la Suède, la Birmanie, l'Inde, l'Ethiopie, le Nigéria, le Brésil, le Mexique, la République Arabe Unie.

Le Président Johnson a adressé mercredi à la conférence un message dans lequel, il l'invite à redoubler d'efforts pour accom-

plir sa tâche et souligne que le traité d'interdiction partielle des essais nucléaires, la réduction de la production des matières fissiles, la ligne rouge entre la Maison Blanche et le Kremlin et la résolution des Nations Unies contre les armes nucléaires dans l'espace constituent des premiers pas en direction du désarmement.

Mais, il ne faut pas s'attendre à des progrès sensibles de cette conférence car, il semble que de part et d'autre, on pense qu'il est inutile d'engager des négociations importantes avant les élections générales en Grande-Bretagne.

Les astucieux

Ça discute un peu trop dans les cars TUC (Transports Urbains de Conakry). Oui ça discute surtout de monnaie à rendre. Une allée Conakry-banlieue vaut 25 francs. Lorsque vous donnez au vendeur ou à la vendeuse de billets une somme de 50 francs ou 100 francs, ils griffonnent au dos de votre billet 25 francs (à devoir). Cette somme reste due le plus souvent. Pourquoi ne pas se ravitailler en pièces à la caisse avant de commencer le travail ? Serait-ce parce que Monsieur ou Mademoiselle retrouve le soir dans sa caisse un excédent qui arrange les affaires ? Y en a vraiment des astucieux !
Djibah

Les audiences du Chef de l'Etat

Au cours de la semaine allant du 1er au 7 juin, le Chef de l'Etat a accordé des audiences aux personnalités suivantes :

4 juin

M. le Docteur Simon Wolfgang, membre de la direction générale de la V.A.W. (Compagnie Alluminium Unie) de Bonn (Allemagne Fédérale).

S.E. Tahar Belkhdja, ambassadeur de la République Tunisienne en République de Guinée.

M. Barry Alpha Oumar, compagnon de l'Indépendance, directeur de l'Hôpital de Donka.

M. Traoré Idrissa, secrétaire général du Conseil National de la J.R.D.A.

5 juin

S.E. Philippe Kœning, ambassadeur de la République Française en République de Guinée.

Les membres du conseil d'administration de la Compagnie Fria, conduite par M. Raoul de Vitry, président du Conseil.

Une mission de F.M.I. (Fonds Monétaire International) conduite par M. U Tun Wai, fonctionnaire international.

Message du Président Bourguiba au Chef de l'Etat

A la suite du message que lui a adressé le Président Ahmed Sékou Touré, à l'occasion de la fête nationale tunisienne, le Président Habib Bourguiba a adressé au Chef de l'Etat guinéen le télégramme suivant :

Je remercie vivement votre excellence pour les vœux que vous avez bien voulu présenter au peuple tunisien et à moi-même à l'occasion de la fête nationale tunisienne et je formule les vœux les plus sincères pour votre bonheur personnel et pour la prospérité du peuple guinéen.

HABIB BOURGUIBA

La vie dans la Nation

La Politique, l'Economie et la Révolution

(Suite de la page 4)

Point n'est besoin de faire une longue énumération des succès de notre politique africaine et internationale, ils sont connus et appréciés pour leur qualité et leur répercussions heureuse.

Le peuple de Guinée qui mesure le chemin parcouru par sa révolution et apprécie sa contribution dans les affaires africaines et mondiales, n'ignore pas que c'est la poursuite même de son indépendance sans restriction qui assurera à ses actions extérieures, la continuité et le dynamisme indispensables à leur victoire.

L'indépendance sans un quelconque qualificatif, c'est-à-dire celle qui englobe tous les aspects de l'action d'un Etat tant dans le domaine intérieur qu'extérieur est comme cet arbre qui a besoin d'eau pour exister. Sa sève nourricière à elle, est la liberté économique, celle qui conditionne, instaure, renforce et développe tous les autres secteurs de la vie. Celle qui donne à l'Etat le bonheur intérieur et la respectabilité à l'extérieur par le sérieux qui caractérisera toutes ces activités quelqu'en soit le domaine.

Conscients de ces lois de développement historique des sociétés, le P.D.G. et son gouvernement mesurent à leur juste proportion ce qui est fait et ce qui reste à faire. Le chemin parcouru, s'il n'a pas été de rose et s'il conserve toute son importance, cède à présent la place à une nouvelle phase, plus importante, plus exaltante mais également plus difficile en ce sens qu'elle exige une reconversion de certaines mentalités, de certains comportements, malhonnêtes, mesquins, criminels, qui n'ont pas leur place dans notre Révolution humaine, populaire et démocratique.

Ces pratiques néfastes qui ont porté un tort certain à notre peuple et ont ralenti sa marche en avant vers le bonheur et le bien-être social doivent être aujourd'hui combattues avec une vigueur particulière.

La nouvelle phase économique devant assurer d'une manière certaine notre survie même, devra exclure sans distinction aucune, les faux révolutionnaires, les arrivistes de tous horizons et les saboteurs conscients ou inconscients, ceux qui se servent du Parti et le desservent par là-même, ceux qui ont trop tendance à confondre les caisses de l'Etat et leurs pôches, ceux qui spéculent sur nos difficultés présentes pour essayer d'asseoir leur hégémonie économique, ceux qui au travail se roulent les pouces et revendiquent des avantages immérités, ceux qui se servent de leur place politique ou administrative aux fins de menées louches et anti-révolutionnaires. C'est dire que la tâche du Parti et du peuple de Guinée sera d'observer à tous les niveaux la vigilance révolutionnaire, afin de démasquer et de punir les apatrides vivant au sein de no-

tre société, les forts en slogans et les phraséologues qui vivent dans l'abstrait et fuient l'action.

L'enjeu de notre combat est trop important pour que soient admis les tergiversations, le sentimentalisme ou le népotisme rétrograde.

S'affirmer révolutionnaire et l'être sont deux choses souvent plus contradictoires qu'on ne saurait le penser! Le révolutionnaire se juge par ses actes, s'apprécie par sa contribution soutenue à la lutte commune pour la satisfaction des aspirations populaires et à l'élevation du sens de la responsabilité.

Le C.N.R. de Gueckédou a sonné le glas de l'inconscience professionnelle et de la paresse. La conférence de Macenta et celle de Foulaya ont fixé clairement les tâches qui attendent notre peuple et les efforts qu'il devra consentir pour la concrétisation rapide de ses légitimes

ambitions.

Nous sommes persuadés que la maturité politique du peuple de Guinée, son courage et son engagement total, seront le gage sûr de notre victoire d'abord sur nous-mêmes, ensuite sur les difficultés qui nous attendent autant il est vrai que la difficulté est le propre de toute action qui se veut progressiste et de transformation qualitative.

Dans cette nouvelle phase, le peuple de Guinée peut être sûr que le P.D.G., que le gouvernement de la République, ne ménageront aucun effort, aucun sacrifice, afin que l'homme de Guinée, par sa conscience et par son travail, par son courage et par son militantisme crée dans les meilleures conditions et dans les délais les plus courts les bases indispensables à sa promotion sociale et à l'établissement rapide d'une ère de bien-être et de bonheur.

Don de la Bulgarie à la Jeunesse guinéenne

(Suite de la première page)

« Nous formulons les meilleurs vœux au peuple guinéen qui, sous la conduite de son Président, S. E. Ahmed Sékou Touré, construit avec une grande énergie son économie nationale sous le signe de l'unité africaine, aspire au progrès social et élève courageusement sa voix pour la sauvegarde de la paix mondiale, contre l'impérialisme, le colonialisme et le néo-colonialisme », a conclu le diplomate bulgare.

Dans sa réponse M. Mouctar Diallo a transmis à l'ambassadeur de la République Populaire

de Bulgarie, les chaleureux remerciements du peuple et du gouvernement guinéens. Il a dit que notre peuple qui a souffert de la domination coloniale a été marqué dans son histoire, dans sa culture et son économie et que maintenant nous sommes résolument tournés vers l'avenir pour la réalisations des aspirations de notre peuple au bonheur. L'une des fiertés du Parti Démocratique de Guinée, a déclaré encore M. Mouctar Diallo est d'avoir compris que la solution efficace de nos problèmes économiques passe également par la liquidation totale de l'alphabétisme.

En terminant, le Haut-Commissaire a exprimé l'espoir que la coopération entre les jeunes de la Guinée et de la Bulgarie saura compléter celle existant déjà entre les gouvernements de deux pays.

Plusieurs membres du Conseil national de la J.R.D.A. et différents chefs de service du Haut-Commissariat à la Jeunesse ont assisté à la cérémonie. M. Maxime Chomov, deuxième secrétaire de l'Ambassade de la République Populaire de Bulgarie assistait son chef de mission diplomatique.

Actes du Pouvoir central

Par décret de M. le Président de la République en date du 8 juin, M. Lopis Louis, commis expéditionnaire ordinaire de 3ème échelon est nommé directeur de l'Office National des Anciens Combattants et victimes de guerre.

Le Conseil de Sécurité sur l'apartheid

pouvant empêcher l'exécution des patriotes africains condamnés à mort, le chef d'Etat algérien a poursuivi: « Je suis sûr que le Conseil de Sécurité ne manquera pas de décider des mesures efficaces, des sanctions économiques notamment, pour combattre les odieuses pratiques raciales ». M. Ben Bella a encore dit que le Conseil de Sécurité ne se contentera pas d'une condamnation morale mais décidera de mesures pratiques pour mettre fin à la politique d'apartheid.

Un message analogue a été envoyé au Conseil de Sécurité par M. Kwamé N'Krumah du Ghana dans lequel il est dit notamment: « tous les Africains ont déjà reconnu la nécessité d'œuvrer en vue d'obtenir l'extirpation de cette odieuse forme de discrimination raciale de notre continent ».

« A ce moment critique, des sanctions économiques constitueront la moindre mesure pouvant être employée contre le gouvernement d'Afrique du Sud - a encore dit M. N'Krumah.

Le plan septennal de la République de Guinée, conçu par et pour le peuple, est l'instrument le mieux indiqué pour la Nation guinéenne. Consciente de ce fait, elle l'utilisera pleinement, le perfectionnera et l'exploitera au maximum pour en tirer un rendement optimum.

Le plan septennal devant transformer d'une manière radicale la vie de notre société et la physiologie de notre pays, connaîtra nous n'en doutons point le succès qu'on est en droit d'attendre pour ces deux raisons essentielles mais non pas limitatives: le dévouement à toute épreuve de notre Parti et de son gouvernement, le sens de la responsabilité et de l'honneur de notre peuple.

A ceux qui dans leur obscure minorité voudraient continuer à exploiter la sueur du peuple en se confinant dans une paresse coupable et ont pour toute activité l'usage de mots ronflants et creux, nous citerons un passage d'une intervention du Secrétaire général du P.D.G., le Président AHMED SÉKOU TOURÉ lors d'une conférence des cadres tenue à l'Assemblée Nationale: « Le P.D.G. est assez fort pour se passer du service de tous ceux qui ne voudraient pas œuvrer sincèrement et résolument au bonheur de notre peuple et tendent par leur inconscience, à freiner l'évolution de notre pays ».

Mohamed Yayatfe

Cette semaine à Labé

(Suite de la première)

Mamadou Saliou tous directeurs du secteur de Labé ont été nommés inspecteurs des centres d'alphabétisation.

Enfin, une brillante soirée a clôturé le samedi 30 mai les compétitions artistiques inter-sections de l'année 1963/1964.

A cette occasion, plusieurs militants et militantes ont tenu à être présents dans la salle de la Permanence où la troupe artistique de la section de Labé a battu celle de Sannou en finale comptant pour la coupe fédérale.

Prenant à cette occasion la parole, le secrétaire fédéral M. Samba Safé Barry a dans une brillante allocution retracé le déroulement des compétitions artistiques et culturelles de l'année 1963/64. Il devait se féliciter plus particulièrement de l'esprit de fraternité et de cordialité enregistré chez les artistes et adresser les sincères félicitations du Bureau fédéral à l'ensemble des troupes ayant pris part aux compétitions.

La remise des coupes artistiques aux troupes finalistes des compétitions inter-comités et inter-sections aura lieu à l'ouverture solennelle de la saison 1964/1965.

La conférence constitutionnelle sur l'Arabie du Sud

(Suite de la page 4)

sent à faire paraître comme légitimes les projets colonialistes et militaires de la Grande-Bretagne au Sud de la péninsule arabe. Les sultans féodaux et les ministres marionnettes participant à cette conférence ne sont en aucun cas à même d'exprimer la volonté du peuple de cette région. Nous déclarons encore une fois que notre peuple ne reconnaîtra aucun traité et accord qui pourrait être convenus à cette conférence. Nous insistons pour que les résolutions de l'O.N.U. sur Aden soient respectées strictement, pour que des élections générales sous la surveillance de l'O.N.U. aient lieu et pour que le peuple d'Arabie du Sud accède à son indépendance complète ».

Rappelons que la Fédération d'Arabie du Sud, est née en 1959 par l'union de six des dix-neuf provinces qui composent le protectorat de l'Arabie du Sud, qu'elle est agrandie par la suite de sept autres provinces, puis par autres provinces de la fédération.

On sait d'autre part que la Grande Bretagne est accusée par le Gouvernement de Sanaa de vouloir diviser à sa guise le peuple d'Arabie du Sud. Ainsi le ministre des Affaires étrangères du Yémen a déclaré, à propos de la conférence constitutionnelle qui vient de s'ouvrir à Londres que « la Grande Bretagne ne cherche que son intérêt,

qu'elle n'a invité que ses agents et ses fantoches » à cette conférence. Le ministre yéménite avait auparavant mis l'Angleterre en garde contre « les conséquences de tout acte politique que le Sud occupé n'approuvait pas ».

Dernière heure

La première femme de l'espace Valentina Terechhova, vient de mettre au monde une enfant, mercredi 10 juin.

Elle s'était mariée, on se souvient, à Adrian Nicolaïev, aussi cosmonaute, il y a quelque mois.

Condé Sayon n'est plus

Le ministre de l'Information, des Postes et Télécommunications a le regret d'annoncer le décès de M. Condé Sayon, chauffeur à la Recette principale de Conakry, survenu à l'Hôpital Ballay le 8 juin 1964. En service depuis le 22 janvier 1953, Condé Sayon, toujours acquitté de sa tâche à la satisfaction de ses chefs. Au nom de tous les travailleurs des Postes et Télécommunications, le ministre adresse à sa famille éprouvée ses condoléances très attristées.

La Guinée... l'Afrique... le monde...

MONOGRAPHIE DE NOS REGIONS

La région administrative de KANKAN

par Camara Djiba et Camara I. Sory

(Suite de nos précédents numéros)

NOTRE mission d'information en Forêt et en Haute-Guinée a pris fin à Kankan. Kankan, deuxième ville de la République de Guinée, ville où s'est tenue en avril 1960, la conférence ayant mis sur pied notre premier plan triennal de développement économique. Kankan, ville historique, carrefour du commerce inter-régional, siège des dernières assises du P.D.G., nous voulons dire le septième Congrès. Elle fut aussi le siège du 3e Congrès de la Jeunesse de la Révolution Démocratique Africaine tenu en février dernier.

Avant de vous parler de Kérouané où nous avons visité les mines de diamant, nous vous entretiendrons aujourd'hui chers lecteurs de la Région administrative de Kankan.

Géographie

S'étendant sur une superficie de 27.500 km², la région administrative de Kankan est limitée au Nord par la région de Siguiri, au Sud par celles de Kissidougou et Kérouané, à l'Est par les Républiques du Mali et de Côte

qui passe dans la ville est navigable de mai à juin sur une longueur de 350 km ;

Le **Dion**, le **Gouala** qui grossissent le **Sankarani** affluent du **Niger**, le **Diamanko** et la **Fié**.

Ces cours d'eau sont impraticables et presque à sec pendant la saison sèche.



M. Amadou Télivel Diallo gouverneur de la Région de Kankan.

d'Ivoire et à l'Ouest par la région administrative de Kouroussa.

Elle est peuplée de 189.000 habitants repartis entre les groupements ethniques suivants : Malinkés 60%, Peuls dits du Ouassoulou 30%, Kourankos 10%, 10%.

HYDROGRAPHIE

La région administrative de Kankan a un sol plat. Elle possède un climat sahélien chaud et sec. La chaleur y est implacable de janvier à la mi-mai, et l'harmattan, vent violent et sec du Sahara y est assez rude. Les précipitations sont cependant abondantes, 1000 mm environ. Il pleut de mai à octobre, Kankan est arrosée par de nombreux cours d'eau :

Le **Milo**, affluent du **Niger**,

Activités sociales et économiques

L'enseignement : Une région comme Kankan ne possédait que 19 écoles primaires de 3.038 élèves dont 600 filles - Dans le chef-lieu un seul collège ce qui explique le but de la colonisation en matière d'enseignement : former des cadres subalternes pour ses besoins immédiats, il ne pouvait être question de main d'œuvre féminine, tous les emplois d'alors étant réservés aux hommes : commis, secrétaires, infirmiers etc.

Aujourd'hui, Kankan devient un second centre universitaire après Conakry. On y compte 123 écoles totalisant 266 classes qui groupent 13.132 élèves dont 3.799 filles. A ces écoles s'ajoutent un collège d'enseignement général, un collège d'enseignement technique, une école normale primaire et une Ecole Normale Supérieure dénommée Ecole Normale Supérieure Julius Nyerère. Ces dernières donnent un effectif de 1.315 élèves dont 99 filles.

Santé. - Si dans le passé on ne comptait que trois dispensaires dont un à Kankan-ville, aujourd'hui, la région possède 17 dispensaires dont 7 au chef-lieu. A ceux-là s'ajoutent un hôpital de 500 lits en voie d'achèvement à Kankan et un centre de Protection Maternelle et Infantile fonctionnant à la satisfaction des mamans.

(A suivre)

Match de football

En vue d'organiser une compétition de football dotée d'une coupe inter-arrondissements et garnison, le Conseil fédéral des Sports de Conakry I a tenu mardi soir à la Permanence de Coulémondy une réunion à l'issue de laquelle il a procédé au tirage au sort qui a donné les résultats suivants.

Ile arrondissement contre IIIe ;

Ie arrondissement contre VIIIe ;

la Garnison restant dans le panier.

Cette compétition qui vient après le championnat national de football commencera le dimanche prochain au Stade fédéral de Conakry I.

Organisation administrative

La région administrative de Kankan est divisée en 8 arrondissements : Baté-Nafadji, Baranama, Mandiana, Moribaya, Baro, Tokounou, Komodou et Kankan-Centre. Le pouvoir central y est représenté par M. Diallo Ahmadou Télivel gouverneur de Région. Tous les services administratifs y fonctionnent à la satisfaction des populations. Un conseil général exerce le pouvoir législatif. Chacun des arrondissements correspond à une section du Parti et l'ensemble constitue la fédération.

Au Congrès de l'U. S. P. A. à Bamako

(Suite de la page 4)

congrès à Bamako pour lequel il a lancé un appel à toutes les organisations syndicales africaines.

Nous pouvons affirmer que cette rencontre des responsables syndicaux du continent dans la capitale malienne sera déterminante. Elle le sera parce qu'elle doit concrétiser notre volonté d'union, exprimer avec force la volonté de nos peuples d'aller toujours de l'avant dans le sens du progrès démocratique. Le peuple de Guinée conscient du destin commun des peuples africains apportera sa solidarité agissante et inconditionnelle à toute action qui favorisera l'émancipation rapide et l'affirmation de la personnalité du continent africain.

Rappelons que la délégation syndicale guinéenne à ce congrès constitutif de l'U.S.P.A. est conduite par M. Kaba Mamady, président de la Confédération Nationale des Travailleurs de Guinée et comprend MM. Oularé Ansoumane, Bah Habib Koulibaly Kémoko, Mme Diallo Mariama Ciré et Mlle Bayo Fatoumata.

Prises de contact avant le congrès

A l'issue des travaux de sa réunion dont le but était la préparation matérielle de ce congrès initialement prévu les 21 et 24 mai dernier, le secrétariat avait désigné certains de ses membres pour prendre contact avec les organisations syndicales africaines avant le congrès. Ces prises de contact se sont soldées par des résultats positifs.

C'est à ce titre qu'une délégation de la C.N.T.G. avait pris des contacts fructueux avec les syndicats sénégalais, mauritais, sierraléonais, ivoiriens gambiens et libériens. Partout, les envoyés de la Centrale syndicale guinéenne parlant au nom de l'U.S.P.A. après avoir exposé la situation syndicale en Afrique, dénoncé les campagnes de confusion et de mystification entretenues par les adversaires de l'unité africaine, ont rencontré la compréhension et enregistré le désir de ces organisations de tout mettre en œuvre pour que se continue l'unité des travailleurs de notre continent.

La dernière mission est rentrée lundi venant de la Côte d'Ivoire. Elle était composée de MM. Oularé Ansoumane, vice-président de la C.N.T.G. et Koulibaly Kémoko secrétaire du Bureau

Confédéral. Durant son séjour dans la capitale ivoirienne, cette délégation avait eu des entretiens avec le Bureau exécutif de l'Union générale des travailleurs de la Côte d'Ivoire - entretiens essentiellement consacrés au problème de l'unité du mouvement syndical africain et à la tenue du 2e Congrès de l'U.S.P.A. dont les travaux viennent de commencer à Bamako.

De ces entretiens avec le l'U.G.T.C.I. s'est dégagée la volonté de cette Centrale nationale de voir l'unité syndicale se réaliser dans les plus brefs délais, et cela en conformité avec le principe de la désapplication des syndicats africains des centrales internationales. Compte tenu de l'existence de deux centrales syndicales Panafricaines, U.S.P.A. et C.S.A., la délégation a pris acte de la décision de l'U.G.T.C.I. se proposant de prendre toutes les initiatives en vue de l'unification de ces deux organisations.

Au cours de son séjour à Abidjan, la mission de l'U.S.P.A. a été reçue respectivement par le ministre du Travail et par le ministre d'Etat ivoirien, M. August Denise.

Accompagnée du secrétaire général de l'U.G.C.I., elle a été reçue le 6 juin à Yamoussoukoro par le Président Houphouët Boigny à qui elle devait remettre un message personnel du Président Ahmed Sékou Touré.

Le sang coule en Arabie du Sud

(Suite de la première page)

constaté le sabotage par la Grande-Bretagne des décisions de la XVIIIe Assemblée générale de l'O.N.U. Cette assemblée avait demandé à la Grande-Bretagne l'évacuation de sa base militaire d'Aden en plus des élections générales sous la surveillance d'observateurs onusiens.

On sait que des fusiliers de l'armée royale stationnés en Ecosse ont rejoint le Sud de l'Arabie et même le 4 mai, l'honorable premier ministre britannique envisageait devant les Communes, l'éventualité du départ des troupes de Grande-Bretagne pour Aden, consacrant ainsi la résurrection du colonialisme qu'il avait pris soin d'enterrer six semaines auparavant lors de sa visite au Nigeria !

Est-ce le pétrole qui pousse les monopoles à contre-attaquer en Arabie ? Les diverses manœuvres confirment cette hypothèse : On a, il n'y a pas longtemps, découvert de nouveaux gisements à la frontière du Yémen.

La conférence constitutionnelle ouverte mardi « s'arrangera » probablement pour trouver place aux intérêts monopolistes dans une fédération indépendante.

Qui donc a juré de chasser, comme du canal de Suez, le colonialisme de l'Arabie ? Il est grand temps.

Fodé Bérébé

IMPRIMERIE NATIONALE
PATRICE-LUMUMBA

TRAVAIL — JUSTICE — SOLIDARITÉ

Organe
Quotidien
du
Parti
Démocratique
de Guinée

COMPTES CHÈQUES POSTAUX 6975

BANQUE REPUBLIQUE DE GUINÉE

3-34-32

L'accord est loin d'être complet...

Le parti populaire socialiste d'Aden met en cause la légitimité de la conférence de Londres

La conférence constitutionnelle de la fédération d'Arabie du Sud s'est ouverte mardi à Londres. M. Duncan Sandys, ministre britannique des colonies a déclaré à cette occasion que la Grande Bretagne aiderait l'Arabie du Sud à mater « le danger constant d'invasion de l'extérieur et de subversion de l'intérieur ». Il a ajouté : « Il serait déjà bien suffisant que la fédération n'ait à faire face qu'aux seuls problèmes normaux de l'évolution politique et du développement économique. Malheureusement, elle doit également faire face au danger constant d'invasion de l'extérieur et de subversion de l'intérieur ». Le ministre britannique des colonies a ensuite assuré les délégués que l'aide britannique ne leur fera jamais défaut. Entendez par là, l'aide aussi bien financière que... militaire.

Après M. Sandys, le sultan Ahmed Ben Abdullah al Fadhli, président du Conseil suprême fédéral, a prit la parole. Il a déclaré : « Tous les habitants de l'Arabie du Sud veulent obtenir l'indépendance de leur pays le plus rapidement possible et désirent vivre en paix avec leurs voisins. Ils seront toujours prêts à protéger leur pays contre les attaques et la subversion ».

Mais si les sons de cloche semblent s'accorder, c'est seulement, peut-être, à Londres. Car M. Abdulla el Asnag, du parti populaire socialiste d'Aden, n'est pas d'accord. Il a notifié ses protestations à M. Sandys d'une part et d'autre part à U Thant. A la veille de la conférence constitutionnelle de Londres, il a élevé de véhémentes protestations et déclaré : « Les délibérations dans la capitale britannique vi-

(Suite page 3)

Le Conseil National de la Révolution tenu à Gueckédou, aura jeté les bases d'une étape nouvelle pour le peuple de Guinée, résolument engagé dans la voie de transformation qualitative dans tous les domaines.

Les conférences et meetings successifs qui se sont tenus tant dans notre capitale que dans nos régions, jettent une lueur particulière sur la nouvelle étape que la Nation guinéenne s'est assignée en vue de consolider son indépendance politique et préserver sa souveraineté restaurée le 28 septembre 1958.

Le succès de la politique guinéenne inspirée et guidée par une doctrine savamment élaborée et sans cesse améliorée et adaptée aux besoins d'un peuple conscient et uni au sein d'un Parti de masse, fort et révolutionnaire, ne fait plus de doute pour personne.

Le soutien des pays amis à la cause de notre révolution, les sympathies que suscitent de par le monde la ligne hardie et juste suivie par notre Parti et aussi, les multiples assauts de l'impérialisme contre notre souveraineté et les menées subversives en vue de remettre en cause nos acquis, sont des signes évidents de ce succès.

Mais si la République de Guinée

née par son courage à un moment décisif de son histoire a su prendre ses responsabilités pour bouter l'impérialisme non seulement de ses seules frontières, mais a favorisé le mouvement d'émancipation africaine, reste la source d'inspiration et de confort de tous les peuples progressistes de notre continent, il n'en demeure pas moins impérieux que cette confiance placée en elle soit consolidée chaque jour davantage en vue d'en mériter d'autres plus décisives, plus mobilisatrices.

La campagne en vue d'amoindrir les victoires retentissantes de notre pays en soulignant sa réussite sur le plan politique et sa défaite dans le domaine économique est une campagne dangereuse mais que d'aucuns sauront analyser avec clarté pour la replacer dans son cadre exact : celui de la mystification d'inspiration obscure.

Comme l'a si bien affirmé le secrétaire général du P.D.G., le Président Ahmed Sékou Touré au cours de la conférence des cadres tenue à la permanence nationale du Parti après le C.N.R. « il ne saurait y avoir de succès politique et de défaite économique dans un même pays, car tous deux indissociablement liés ».

En donnant la primauté à l'économie sur la politique, le P.D.G. et son gouvernement ne répondent pas seulement à cette malveillante allégation, mais s'inspirent de la règle d'or qui veut que l'indépendance politique, sans l'indépendance économique est un leurre. C'est l'application concrète et le prolongement conséquent d'une volonté de promouvoir et de développer notre action économique en vue d'assurer à notre action politique, une base solide, devant favoriser sa continuité, indispensable à la survie même du régime démocratique et populaire choisi par notre peuple.

L'affirmation par la République de Guinée d'une politique africaine totale au niveau continental, non alignée et indépendante sur la scène mondiale est l'expression totale des sentiments élevés de notre peuple et de son sens de responsabilité quant au devenir africain irrémédiablement lié à son propre devenir.

L'affirmation et la pratique du non-alignement et de totale indépendance dans la lutte d'influence des deux blocs sont quant à elles, un démenti cinglant à tous ceux qui, dès la proclamation de la République de Guinée, se sont empressés de lui coller telle ou telle étiquette politique, soubstant par là même que le choix et l'expression d'une quelconque politique sont du domaine exclusif du peuple souverain de Guinée et de son Parti.

Elles expriment aussi cette détermination de demeurer libres dans notre politique internationale en optant sans réserve pour le neutralisme positif, corollaire dynamique du non-alignement et de participer pleinement aux affaires du monde.

Dans tous ces domaines, la République de Guinée s'est taillée une place de choix, tant pour sa grande contribution à la rencontre et à la réussite de la conférence d'Addis-Abéba par exemple, qu'à son action journalière au sein de l'Organisation des Nations Unies pour une politique internationale égalitaire et une coopération fructueuse entre tous les pays.

(Suite page 2)

Au congrès de l'U.S.P.A à Bamako

Pour une grande et unique organisation syndicale africaine

par C. Kéma

Depuis hier 10 juin, les regards des travailleurs africains sont tournés vers Bamako où ont commencé les travaux du congrès constitutif de l'Union Syndicale Panafricaine.

Les délégations à ce congrès ouvert rappelons-le à toutes les

organisations syndicales authentiquement africaines, décidées à œuvrer pour une libération réelle de l'Afrique viennent avec la certitude, la détermination, la foi que l'unité sur le plan syndical en sortira plus renforcée. Nous avons maintes fois affirmé que l'unité

de notre continent victime des divisions arbitraires créées et entretenues par l'impérialisme est un vieux rêve de nos peuples qui a eu sa concrétisation à Addis-Abéba. Nous sommes convaincus qu'uni le mouvement ouvrier, insérant intimement son action dans celle de nos peuples renforcera de façon décisive la lutte pour le développement économique du continent africain. Par ailleurs son aide à nos frères en lutte contre les derniers bastions du colonialisme sera d'autant plus efficace que ces mouvements d'entraide seront conjugués et coordonnés.

Aujourd'hui après Addis-Abéba, il s'agit de réaliser l'unité syndicale. Certes, d'importantes étapes dans cette voie ont été franchies. En effet, pour maintenir le continent africain sous leur domination économique, les impérialistes ont employé tous les moyens pour subjuger la classe ouvrière africaine. Les difficultés qui ont surgi sur le chemin de cette unité ont permis au mouvement ouvrier de prendre plus que jamais conscience de la nécessité de son union. L'U.S.P.A. a déjà été obligée de différer depuis plus d'un an la tenue de son congrès. C'est donc après bien des attermolements que l'U.S.P.A. a décidé lors de la réunion de son secrétariat à Accra du 9 au 11 mars derniers la convocation de ce

(Suite page 3)

(Suite page 3)

Débats sur l'apartheid

Une résolution a été adoptée : L'Afrique du Sud est invitée à prononcer l'amnistie en faveur des nationalistes africains

Poursuivant ses débats sur l'apartheid, le Conseil de Sécurité des Nations-Unies a adopté la résolution présentée par le Maroc et la Côte-d'Ivoire demandant au gouvernement de Prétoria de prononcer l'amnistie en faveur des nationalistes africains condamnés à cause de leur opposition à la politique d'apartheid. Les pays qui ont voté pour la résolution sont les suivants : la Bolivie, Taïwan, la Tchécoslovaquie, la Norvège et l'Union Soviétique ainsi que les deux promoteurs de la résolution — le Maroc et la Côte-d'Ivoire.

Malgré l'appel lancé aux grandes puissances par le Maroc et la Côte-d'Ivoire en vue d'obtenir l'appui de ces dernières pour

l'adoption de la présente résolution, les Etats-Unis, la France, la Grande Bretagne et le Brésil se sont abstenus.

Cette attitude négative de certaines puissances impérialistes à l'égard des peuples africains ne surprend personne. Il faut souligner en effet que chaque fois que le problème de l'apartheid est posé, soit ces mêmes grandes puissances s'opposent à toutes sanctions proposées à l'encontre des colons blancs, soit elles s'abstiennent. Le délégué américain, M. F. T. Plimpton s'est contenté de dire que le Conseil de Sécurité ne devrait pas s'ingérer dans les affaires judiciaires d'un Etat membre de l'O.N.U. Peut-on parler d'un Etat, encore moins d'une

justice en Afrique du Sud où le régime policier des colons blancs s'impose par la terreur et la violence ?

Le Président Ahmed Ben Bella a adressé un message au Conseil de Sécurité dans lequel il déclare : « au moment où le Conseil de Sécurité est appelé à se prononcer sur la politique d'apartheid du gouvernement de la République Sud-Africaine, j'ai l'honneur de vous exprimer ainsi qu'à tous les membres du Conseil tout l'intérêt que portent le peuple algérien, son gouvernement et moi-même à vos travaux.

Après avoir fait appel aux membres du Conseil pour prendre toutes mesures nécessaires

ERRATUM

Dans notre journal du MARDI 2 JUIN une erreur de composition nous a fait écrire, dans le texte se rapportant à la « Signature de trois accords au Ministère des Affaires étrangères » que M. Helmut Gürke était chargé d'Affaires a.i. de la Représentation Commerciale de la République Démocratique d'Allemagne en Guinée.

Il fallait lire : M. HELMUT GURKE, chef de la Représentation Commerciale de la République Démocratique Allemande en Guinée